

## Grève dans l'incinération des déchets : cet impact environnemental dont se fiche éperdument la CGT



Depuis le 23 janvier, les incinérateurs sont à l'arrêt suite à un mouvement de grève. Les poubelles s'accablent en région parisienne.

Avec  
H16

On le sait : le syndicalisme mène à tout, depuis [le hooliganisme](#) jusqu'à [la mafia](#) en passant par des comportements de [patron voyou](#) ou de [censeurs musclés](#). L'actuel épisode de grèves permet d'illustrer un nouvel aspect, celui du syndicalisme pollueur.

Et c'est en Île-de-France qu'on en trouvera un bel exemplaire : alors que la mode du moment consiste à chercher et combattre tout ce qui pourrait nuire à l'environnement, il semble bien que la CGT soit résolument placée sur le chemin inverse puisque sa section CGT-Energie a lancé, le 23 janvier dernier, un mouvement de grève pour (évidemment) protester contre la réforme des retraites en appelant à [l'arrêt total de travail sur les sites des trois incinérateurs du Syctom](#), qui gère les déchets de six millions d'habitants en région parisienne.

Or, pendant que les fours de ces incinérateurs sont à l'arrêt, il faut bien faire quelque chose des 6000 tonnes de déchets qui y parviennent chaque jour. Une partie a été redirigée vers des fours pas trop distants et encore en fonctionnement, mais la plus grosse partie (5000 tonnes) doit donc être enfouie au jour le jour.

Les conséquences se font déjà sentir : outre le remplissage très rapide des fosses normalement destinées à tenir l'année, la collecte des ordures ménagères n'a plus lieu dans certaines villes et arrondissements parisiens. Au moins les rats de la capitale y trouveront leur compte (ce qui devrait être complètement neutre pour la campagne d'Anne Hidalgo), même si, sur le plan sanitaire, tout ceci montre encore l'incapacité complète de l'État à gérer une telle situation, les réquisitions de personnel n'ayant toujours pas eu lieu, par exemple.

Le tableau est déjà fort sombre : outre une dérive sanitaire évidente qui n'arrange vraiment pas les affaires des Franciliens, l'enfouissement de milliers de tonnes de déchets, en lieu et place de leur crémation, est évidemment une catastrophe écologique.

À ce titre, on peut trouver plutôt choquant le silence compact des élus Verts ou non, eux qui ont toujours le verbe haut pour culpabiliser et vilipender l'automobiliste ou le consommateur de pailles en plastique ; apparemment, le fait que cette catastrophe soit la conséquence d'une action syndicale provoque chez ces politiciens un mutisme parfaitement lamentable qui illustre d'une part l'étendue de la gonadectomie chez les élus français, et d'autre part la puissance effective des syndicats dont on comprend que toute critique entraînerait des représailles. Enfin, il serait naïf d'oublier la proximité idéologique de ces syndicats avec les politiciens en question, pour lesquels collectivisme, inculture économique de base et marxisme sont de véritables références.

Mais peu importe l'idéologie derrière ces arrêts de travail dévastateurs, le silence coupable des responsables politique et l'inaction

---

complète des administrations devant les dégâts causés : le résultat reste le même, à savoir une pollution environnementale parfaitement inutile, pourtant clairement définie et dont les écologistes pourraient largement combattre la cause s'ils n'étaient pas en carton recyclé.

Car, pompon de l'affaire, à cette pollution directe, il faut ajouter les centaines de milliers d'euros de pertes par jour que le Sycotom doit épouvaner, ainsi que la pollution indirecte engendrée par les solutions alternatives qu'il a fallu mettre en place.

En effet, l'incinération de ces déchets permet normalement de fournir de l'énergie sous forme de chauffage à l'équivalent de 300.000 logements par jour, ce qui représente financièrement 700.000 euros qui – rassurez-vous – seront malgré tout prélevés sur le contribuable francilien.

Pire encore, ces incinérateurs ne fonctionnant plus, le chauffage n'étant plus distribué, la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain a dû recourir à des énergies fossiles pour obtenir une source d'énergie leur permettant de fournir la demande (en plein hiver, il est en effet logique que le chauffage fonctionne).

L'irresponsabilité étant maintenant élevée en vertu dans une société qui a depuis longtemps perdu la plupart de ses repères, la CGT-Énergie rejette d'ores et déjà toute hypothétique incrimination dans la catastrophe environnementale que ses exactions entraînent pourtant. Pour elle, c'est absolument évident : c'est le gouvernement qui est à l'origine de cette crise. Eh oui, si les fourneaux ne tournent plus, c'est (évidemment) la faute de la CGT-Énergie en Île-de-France, Olivier Fégueux, est d'ailleurs prêt à aller [jusqu'au bout](#) (comme tous les preneurs d'otages du reste), jusqu'au « black-out en énergie ».

Le bilan est donc sans appel : grâce au remarquable non-travail des habituels syndicalistes en bande organisée, des milliers de tonnes de déchets sont enfouies dans la nature au lieu d'être incinérées ; du chauffage n'est plus produit de cette incinération ; des pertes financières à hauteur de 700.000 euros par jour sont constatées, qui seront encore une fois reportées sur le contribuable, vache à lait indépassable de tous les débordements syndicaux de ce pays ; enfin, des masses considérables d'énergies fossiles sont brûlées, en lieu et place des déchets.

En bref, une fois encore, la CGT provoque d'énormes dégâts (environnementaux et financiers, c'est-à-dire écologiques et économiques) qui s'ajouteront [aux nombreuses autres catastrophes industrielles d'ampleur nationale](#), et absolument personne ne semble s'en inquiéter. Tout le monde semble même trouver ça sinon normal au moins rentrant dans les canons de l'acceptable dans une République qu'on piétine maintenant avec gourmandise. Une fois encore, un service public en situation de monopole légal se trouve paralysé et sert de levier à une organisation syndicale pour pressurer les contribuables ou les cotisants qui n'ont pas la chance de pouvoir répliquer.

Gageons qu'une issue sera évidemment trouvée à ce conflit : vraisemblablement, les petits et gros privilèges de ces professionnels seront plus ou moins conservés ; aucun personnel ne sera réquisitionné et les pertes du Sycotom seront donc intégralement prises en charges par la collectivité. Comme à chaque fois, l'État pliera minablement devant la mafia syndicale.

Quant à l'environnement dont se gargarise tout le monde actuellement, il s'adaptera tant bien que mal. En tout cas, soyez assurés que la CGT n'en a rien à carrer et qu'elle n'en souffrira en rien.